

Le Canada hôte d'une rencontre du Conseil de l'Atlantique Nord



Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se sont réunis récemment à Val-David (Québec). Sur la photo, on aperçoit de gauche à droite: MM. Uffe Elleman Jensen (Danemark), Léo Tindemans (Belgique), Allan MacEachen (Canada), J.M. Luns (secrétaire général de l'OTAN), Emilio Colombo (Italie). Derrière M. MacEachen, on aperçoit MM. Olafur Johannesson (Islande) et Jose Llorca (Espagne).

Les ministres des Affaires étrangères des 16 pays membres du Conseil de l'Atlantique Nord (OTAN) et le secrétaire général du Conseil, M. Joseph Luns, ont tenu une réunion extraordinaire à Val-David, petite ville de villégiature située au nord de Montréal.

Cette réunion informelle de deux jours (2 et 3 octobre), sans ordre du jour ni communiqué final, a permis des discussions franches et cordiales entre les ministres qui, chose inhabituelle, n'étaient pas accompagnés de leurs conseillers.

Les discussions ont porté, en particulier, sur la réévaluation des relations économiques des pays de l'Ouest avec le bloc soviétique.

"Ceux qui pensent que l'OTAN se porte mal et que les États-Unis et l'Europe ne peuvent s'entendre se trompent totalement", a déclaré le porte-parole et hôte de la rencontre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

"Nous nous sommes entendus sur l'essentiel pour arriver à une position globale commune nécessaire dans les relations de l'Occident avec l'Union soviétique et les pays de l'Est", a ajouté M. MacEachen.

La position des ministres de l'OTAN se

résume dans les trois points suivants, a-t-il précisé:

- Maintien d'une position militaire forte pour assurer la sécurité de l'Occident et le succès des négociations sur le désarmement.

- Nécessité d'approfondissement de l'étude des relations économiques, notamment énergétiques, avec l'Est, afin que ces échanges ne servent que les intérêts et la sécurité de l'Alliance sans que se créent des dépendances vis-à-vis de l'Union soviétique et de ses alliés.

- Nécessité de trouver des solutions communes aux différences de perception des alliés.

Les ministres ont décidé de lancer un certain nombre d'études, dont au moins deux porteront sur les crédits consentis à l'Union soviétique et à ses alliés du pacte de Varsovie, et une autre sur les échanges d'énergie entre les deux blocs d'Europe.

Il ne s'agit pas du début d'une guerre économique avec l'Union soviétique et ses alliés, a souligné M. MacEachen, mais simplement de la poursuite de la ligne déjà adoptée par l'OCDE, lors du Sommet de Versailles, pour que de telles relations n'affaiblissent pas l'Occident.

Les ministres, d'autre part, se sont entendus pour renforcer la lutte commune contre le terrorisme international.

Visite au Canada du ministre britannique des Affaires étrangères

Le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, M. Francis Pym, a effectué une visite officielle au Canada les 1^{er} et 2 octobre. M. Pym s'est rendu à Ottawa et à Toronto avant de participer à une réunion ministérielle de l'OTAN à Val-David (Québec).

A Ottawa, M. Pym s'est entretenu avec le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, et avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Les entretiens ont porté principalement sur les relations bilatérales mais les ministres ont également abordé plusieurs questions internationales.

Au cours d'un déjeuner, M. Pym a exprimé la reconnaissance de la Grande-Bretagne envers le Canada pour son appui lors de la guerre des Falklands.

Au chapitre de l'économie, le ministre britannique a affirmé qu'il partageait le point de vue du gouvernement canadien sur l'importance d'éviter les guerres de protectionnisme en ces temps de ralentissement général de l'économie.

Le ministre britannique s'est également attardé, dans son discours, sur les efforts faits par les pays en voie de développement et sur la responsabilité des nations industrialisées envers le Tiers-Monde, rejoignant ainsi le point de vue de M. Trudeau sur la question.

Au sujet des relations bilatérales, M. Pym a fait remarquer que malgré les craintes que l'on aurait pu avoir, le rapatriement de la Constitution canadienne n'a pas altéré l'excellence des relations entre le Canada et la Grande-Bretagne. Lors de leurs entretiens, M. Pym et M. MacEachen ont beaucoup insisté sur la nécessité de consacrer encore plus d'attention aux liens anglo-canadiens dans les nouvelles circonstances politiques et économiques internationales.

M. Pym a d'ailleurs profité de sa visite au Canada pour remettre au gouvernement et au peuple canadiens, des copies sur parchemin de documents historiques touchant le Canada, soit: la Proclamation royale (1763), l'Acte de Québec (1774), l'Acte constitutionnel (1791), l'Acte de l'Union (1840), l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) et la Loi constitutionnelle (1982).

On fait normalement deux originaux sur parchemin de chaque acte du Parlement de Westminster: l'un est conservé aux Archives publiques à Kew, l'autre

La Presse, Montréal